



## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**












---

**Création d'un préau à l'Ecole Elementaire**

---

**MAIRIE DE MONTREAL 11**  
Hotel de ville  
2 rue de la mairie  
11290 Montréal

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Création d'un préau à l'Ecole Elementaire
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Nombre de lots</b>	4
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Sans

## SOMMAIRE

<b>1 - Dispositions générales du contrat</b>	<b>4</b>
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
<b>2 - Pièces contractuelles</b>	<b>4</b>
<b>3 - Intervenants</b>	<b>4</b>
3.1 - Maîtrise d'œuvre	4
<b>4 - Confidentialité et mesures de sécurité</b>	<b>4</b>
<b>5 - Durée et délais d'exécution</b>	<b>5</b>
5.1 - Délai global d'exécution des prestations	5
5.2 - Délai d'exécution	5
<b>6 - Prix</b>	<b>5</b>
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
6.2 - Modalités de variation des prix	5
<b>7 - Garanties Financières</b>	<b>5</b>
<b>8 - Avance</b>	<b>5</b>
<b>9 - Modalités de règlement des comptes</b>	<b>5</b>
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels	5
9.2 - Délai global de paiement	5
9.3 - Paiement des cotraitants	5
9.4 - Paiement des sous-traitants	5
<b>10 - Conditions d'exécution des prestations</b>	<b>6</b>
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	6
10.2 - Implantation des ouvrages	6
10.3 - Préparation et coordination des travaux	6
10.3.1 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	6
10.3.2 - Registre de chantier	6
10.4 - Etudes d'exécution	6
10.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	6
10.5.1 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	6
<b>11 - Développement durable</b>	<b>7</b>
<b>12 - Garantie des prestations</b>	<b>7</b>
<b>13 - Pénalités</b>	<b>7</b>
13.1 - Pénalités de retard	7
<b>14 - Assurances</b>	<b>7</b>
<b>15 - Résiliation du contrat</b>	<b>7</b>
15.1 - Conditions de résiliation	7
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	7
<b>16 - Règlement des litiges et langues</b>	<b>8</b>
<b>17 - Dérogations</b>	<b>8</b>

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :  
Création d'un préau à l'Ecole Elementaire

A la suite de la construction d'une 7eme classe dans le préau existant, il convient d'en construire un permettant d'accueillir les enfants et les enseignantes.

Lieu(x) d'exécution :  
École Élémentaire de Montréal  
11290 Montréal

### 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 4 Lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Gros Oeuvre
02	Charpente
03	Serrurerie
04	zinguerie/ bois

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

CV Architecture  
58 allée ALLEE D'IANA  
11000 carcassonne

Elle est représentée par : Alain Cathala.

## 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 1 mois et 15 jours.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 06/07/2026.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 24/08/2026.

### 5.2 - Délai d'exécution

Les travaux devraient débuter le lundi 6 juillet 2026 et être achevés avant la rentrée scolaire de septembre 2026.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Voir DPGF

### 6.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la

variation du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

## **9.2 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **9.3 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

## **9.4 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

# **10 - Conditions d'exécution des prestations**

## **10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

## **10.2 - Implantation des ouvrages**

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

## **10.3 - Préparation et coordination des travaux**

### **10.3.1 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **10.3.2 - Registre de chantier**

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

## **10.4 - Etudes d'exécution**

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le maître d'œuvre et remis gratuitement au titulaire.

## **10.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **10.5.1 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

## **11 - Développement durable**

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du contrat.

## **12 - Garantie des prestations**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

## **13 - Pénalités**

### **13.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/3000, conformément aux stipulations de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux.

## **14 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

## **15 - Résiliation du contrat**

### **15.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.

2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **16 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Montpellier est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **17 - Dérogations**

- L'article 10.3.2 du CCP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 11 du CCP déroge à l'article 20.2 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux

Le 02/06/2026